



LUTTE OUVRIERE

UNION COMMUNISTE (TROTSKYSTE)

RENAULT TECHNOCENTRE GUYANCOURT PLESSIS ROBINSON

01/11/2016

MIGRANTS, CHÔMAGE, POLICE : UNE SOCIÉTÉ EN CRISE, MALADE DU CAPITALISME

La semaine dernière, le gouvernement se vantait d'avoir mis fin à la situation indigne des migrants de Calais. Une partie d'entre eux se retrouvent aujourd'hui dans des centres d'accueil où la population locale leur apporte souvent une aide chaleureuse, faisant preuve de l'humanité qui fait défaut à ceux qui nous gouvernent. Mais d'autres restent à Calais, harcelés par la police. Et 2000 ou 3000 d'entre eux campent à Paris en pleine rue, dans des abris de fortune, sous menace d'expulsion.

Le démantèlement de la « jungle » n'était pas une opération humanitaire, comme le gouvernement a voulu le faire croire. C'était une opération de police, doublée d'une campagne de communication. La « jungle » de Calais faisait tache avant les élections et Hollande a voulu démontrer qu'il ne tolérerait plus de camp. Les migrants sont donc appelés à se faire invisibles ! Mais la destruction de la « jungle » n'empêchera pas nombre d'entre eux de vouloir gagner la Grande-Bretagne et de reformer d'autres campements, comme c'est le cas depuis vingt ans. Le gouvernement n'a en rien résolu la crise des migrants.

Il est fréquent d'entendre le FN, la droite et le PS opposer les intérêts des pauvres d'ici à ceux des étrangers. Mais si le gouvernement maltraite les migrants, il attaque également les travailleurs d'ici ! L'augmentation du chômage, qui atteint près de six millions de sans-emploi, n'a rien à voir avec l'actuelle crise des migrants. Et s'il manque aussi des logements bon marché, ce n'est pas parce que le gouvernement les leur réserve. C'est parce que notre société fonctionne pour la petite minorité de capitalistes qui dirigent l'économie, et non pour la collectivité.

Toute la société va mal. Avec la progression du chômage et de la misère, c'est toute la vie sociale des quartiers populaires qui se dégrade : les incivilités et la délinquance ; les immeubles délabrés et les ascenseurs en panne ; les transports qui passent au loin ; les écoles qui manquent de personnel ; les déserts médicaux ; les bureaux de poste aux files d'attente interminables, etc.

Cette dégradation, c'est aussi ce que traduit à sa manière la colère des policiers, qui a éclaté après que des voyous ont voulu tuer deux d'entre eux à Viry-Châtillon. Depuis deux semaines, ils manifestent. Compréhensif, le gouvernement leur a

fait des concessions. Ils dénoncent notamment la pénurie de moyens. Mais elle frappe les policiers comme elle frappe tous les services publics, de l'éducation nationale aux hôpitaux. Et on ne peut qu'être opposé au tout-répressif que réclament les policiers.

Ils revendiquent de pouvoir utiliser leurs armes de façon plus souple que l'actuelle légitime défense. Cela conduirait à la multiplication des bavures, voire à un véritable permis de tuer, comme celui dont disposent les policiers américains. Ils voudraient que les tribunaux soient plus sévères et emprisonnent tous les délinquants arrêtés. Mais les prisons n'ont jamais été aussi pleines ! Là aussi, les États-Unis sont un exemple criant d'une société qui incarcère toute une fraction de sa population pauvre, sans pour autant réduire la criminalité.

Et puis, au-delà des policiers, la loi des délinquants et des dealers, c'est le quotidien de bien des habitants des quartiers populaires ! Mais comment, avec autant de chômeurs, pourrait-il en être autrement ? Depuis des années, le chômage prive les jeunes des classes populaires de perspectives d'avenir. On leur dit d'étudier pour s'en sortir. Mais même s'ils font plusieurs années d'études, ils se retrouvent à enchaîner des emplois précaires et sous-payés.

Que font les gouvernements contre cela ? Rien, surtout rien qui lèse les capitalistes. Ils ne veulent pas toucher au sacro-saint profit patronal. Au contraire : depuis 20 ou 30 ans, ils multiplient les cadeaux aux entreprises, les baisses de charges et les rabais fiscaux. Ils laissent libre cours aux licenciements et à la précarité. D'où la dégradation en cours. La crise économique continue et la grande bourgeoisie mène l'offensive. Les gouvernements, de droite comme de gauche, la soutiennent. Et le FN n'y changerait rien car, s'il drague les classes populaires, il respecte l'ordre capitaliste.

Alors, les travailleurs ne doivent pas laisser la politique aux mains de ces politiciens bourgeois. La seule voie pour s'opposer à ce que la société soit de plus en plus injuste, c'est de se battre. Contre la façon dont le grand capital accapare les richesses et plonge la société dans le dénuement. Contre une société aussi dure envers les pauvres qu'elle est généreuse pour les riches.

Non à la flexibilité

La direction de Renault avait annoncé, mi-octobre, des samedis travaillés obligatoires et des heures supplémentaires non payées, dans le cadre de la compétitivité. Toutes ces mesures vont aggraver nos conditions de travail dans les usines et les bureaux.

Ensuite, elle a expliqué que ses propositions seront discutées plus tard, suite au mécontentement exprimé par les salariés. En effet, il n'est pas question d'accepter cette flexibilité. Pas d'accord pour s'épuiser au travail, s'esquinter le dos, les bras, passer plus de temps au bureau.

Notre santé n'est pas flexible !

Du conditionnel... au conditionnement

Avec l'information de la direction, à propos de son accord sur « l'activité de Renault en France », on apprend qu'elle sait utiliser le conditionnel. Si l'accord est signé, elle « s'engagerait », « enrichirait », « poursuivrait ».

Une manière à peine voilée de faire un chantage pour nous menacer du pire : ce n'est plus de la conjugaison, c'est du conditionnement.

Enquête Hay : l'anonymat collectif

« Un processus sûr et confidentiel ». Pourtant, les chefs d'UET de certains secteurs ont eu pour consigne de la faire remplir en réunion d'UET, collectivement.

Ce qui reste confidentiel chez Renault, ce sont les salaires et les dividendes que se partagent dirigeants et actionnaires.

Pause thé pour le TEI

À chaque nouveau projet, la direction demande à certains responsables de chiffrer le Ticket d'Entrée Ingénierie, c'est-à-dire, en résumé, le nombre de personnes et le temps nécessaires pour développer le projet.

Sauf que les logiciels mis à disposition (outil STIM par exemple) sont complexes et les demandes de chiffrage sont tellement nombreuses qu'il devient nécessaire de consacrer un temps énorme pour cette activité.

Il faut du temps pour chiffrer le temps...

Non aux licenciements !

La direction est en train de renégocier l'ensemble des contrats de prestation. Dans ce marchandage, la société Polymont perdrait un à un les contrats qu'elle a avec Renault.

Ainsi, nos camarades travaillant pour cette société sont mis sous pression pour qu'ils partent d'eux-mêmes, ou pour qu'ils fassent la « faute » pouvant justifier le licenciement. Renault le donneur d'ordre est responsable de cette situation.

Qu'il embauche nos camarades de travail.

Moi, hyper-président

Déjà PDG de Renault-Nissan, ça ne suffisait pas à Carlos Ghosn. Le voilà maintenant président du conseil d'administration de Mitsubishi Motors, dont l'Alliance vient de mettre la main sur 34 % des parts.

Encore des jeux de pouvoir, qui satisfont les folies de grandeur d'une personne, toujours aux dépens des intérêts de tous les travailleurs.

Un peu de répit

Depuis début octobre, il est très difficile, voir impossible d'obtenir un ordinateur pour les nouveaux arrivants. Un problème informatique en serait à l'origine.

Au moins un avantage pour nos nouveaux camarades : ils pourront prendre le temps de connaître leurs nouveaux collègues.

Leçons de culture

Avec la multiplicité des partenaires et des alliances, il devient fréquent d'être en contact avec des collègues de plusieurs pays différents : Japon, Corée, Turquie, Roumanie, Russie...

Parallèlement, se sont développées des formations pour apprendre à communiquer avec nos camarades d'autres pays, sous l'intitulé : « travailler avec les Japonais », « travailler avec... ». Nous notre problème ne vient pas de la communication avec les autres travailleurs, mais de la communication avec la direction.

Assez du fric...

La fin de l'année arrive et certains hauts responsables ont leurs objectifs dans leur viseur. Leur cible est d'augmenter leur part variable qui dépend du free cash flow. Pour cela, ils emploient tous les moyens : déplacements, pas de nouveaux contrats de prestations, etc.

... cash flow

C'est dans ce but que la direction, à cette période, réduit drastiquement les missions à l'étranger, impose la politique d'entreprise, élargit la flexibilité de la période et demande même de privilégier les voyages avec escales...

Il y en a assez des pressions multiples pour les intérêts de quelques privilégiés.

Ça suffit

De trimestre en trimestre, les communiqués du groupe Renault se répètent sur le chiffre d'affaires en hausse, les bonnes ventes partout dans le monde. En outre, il faudrait être encore plus « hypercompétitif » c'est-à-dire accepter de travailler plus intensément, mais moins nombreux.

Oui, il va falloir serrer les rangs ! Mais pour récupérer les fruits de notre travail, aussi bien en salaires qu'en embauches massives pour alléger la charge de travail insupportable.